



SAS BOUSQUET
143 Avenue de RODEZ
12450 LA PRIMAUBE
Siret : 42728013600040
Tel : 05 65 69 55 05 - Fax : 05 65 69 55 66

Date	N° Facture	Code client
24/04/2026	688862	001558

FR
12.133.001
CE

HOTEL LE VICTOR HUGO-SARL NOMADE
7 AVENUE DES MAQUIS

46400 SAINT-CERE

Livré à :

HOTEL LE VICTOR HUGO-SARL NOMADE
7 AVENUE DES MAQUIS

46400 SAINT-CERE

PAGE

1 / 1

CODE	LIBELLE	QUANTITE	P.U. NET	T V A	MONTANT
BL: 945574 date de départ 21/04/2026					
Votre commande du 20/04/2026 Réf. interne: 01173950					
00012011	BAVETTE FLANCHET LOU MASUC PAD VBF S/V x2	8.760 KG	18.900	1	165,560
	Lot N° : 00210601 - DLC: 17/05/26-Origin: FRANCE- Catégorie: VACHE-Type racial : VIANDE-Lieu d'abattage : FRANCE 12.241.001-Lieu de découpe : FRANCE 12.133.001	4.934 KG			
	Lot N° : 00210602 - DLC: 17/05/26-Origin: FRANCE- Catégorie: VACHE-Type racial : VIANDE-Lieu d'abattage : FRANCE 12.241.001-Lieu de découpe : FRANCE 12.133.001	3.826 KG			
00062013	12.133.001- Race : AUBRAC TERRINE AVEYRONNAISE MAISON	4.958 KG	7.950	1	39,420
	Lot N° : 26091 - DLC: 16/05/26	4.958 KG			
00012215	RONDE DE GITE LOU MASUC PAD VBF S/V	3.676 KG	15.900	1	58,450
	Lot N° : 00209928 - DLC: 07/05/26-Origin: FRANCE- Catégorie: VACHE-Type racial : VIANDE-Lieu d'abattage : FRANCE 12.241.001-Lieu de découpe : FRANCE 12.133.001	3.676 KG			
00032031	SAUTE DE PORC REG+ S/OS S/V VPF	2.594 KG	7.450	1	19,330
	Lot N° : 26110041589 - DLC: 03/05/26-Origin: OCCITANIE	2.594 KG			
00062146	POITRINE DE PORC FARCIE CUIE	2.082 KG	9.950	1	20,720
	FABRIQUÉ en AVEYRON				
	Lot N° : 26092 - DLC: 17/05/26	2.082 KG			
00032150	CHIPOLATAS REG+ 60g S/V x20	1.280 KG	9.660	1	12,360
	VIANDE ORIGINE FRANCE				
	Lot N° : 26110 - DLC: 03/05/26	1.280 KG			
Ctaire Cde: N° TVA FR20 797 492 519					
Taxe:	TAXE INTERBE.G.BOVIN S/OS 0.1197		1.490	1	1.49
Taxe:	ELIM DECHETS BF S/OS 0.09e/kg		1.120	1	1.12

Monnaie de facturation : EUR

Duplicata: NON

Echéance	Mode Paiement
04/05/2026	TRAITE DIRECTE 10 J FACTURE

Taux TVA	Montant HT	Montant TVA	Net à Payer
5.5 %	318.45	17.51	335,96

Totaux	318.45	17.51	335.96 EUR
--------	--------	-------	------------

Pas d'escompte pour paiement anticipé.
Tout retard de paiement entrainera des pénalités de retard égales à 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur, ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

***** Retrouvez nous sur notre site internet : www.bousquetviande.fr *****

***Pour communiquer à votre tour sur la mention VBF ou sur une race bovine, vous devez vous engager en VBF ***

Référence à rappeler

N° Client	N° Facture
-----------	------------

001558	688862
--------	--------

Tel 05 65 69 55 05 Fax 05 65 69 55 66 Capital 228750 RCS RODEZ

N° tva intracommunautaire FR67427280136 SIRET 427280136

MONTANT

335.96 EUR

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

ARTICLE 1 : LIVRAISON

Nos marchandises, même vendues franco, voyagent aux risques et périls du destinataire, sauf livraison effectué par nos soins.

Les délais de livraison convenus ne sont donnés qu'à titre indicatif, tout retard éventuel ne saurait ouvrir droit à des dommages et intérêts de quelque nature qu'ils soient au profit du client et ne saurait constituer un motif de résiliation de la commande qui restera acquise.

La Maison Bousquet se réserve le droit d'appliquer en bas de ses bons de livraison, et donc de facturer, un forfait de livraison, en fonction des conditions des marchés.

ARTICLE 2 : REPRISE OU RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES MARCHANDISES

Les réclamations éventuelles, pour être valables, doivent être mentionnées à réception des marchandises, celles-ci ne seront ni reprises, ni remboursées, sauf en cas de détérioration constatée au moment de la livraison.

Tout retour ultérieur de marchandise doit être soumis à notre acceptation expresse préalable afin de donner lieu à l'établissement d'un avoir.

ARTICLE 3 : CONTESTATION DE FACTURE

Pour être recevable, le délai de contestation de nos factures est de 8 jours maximum après réception.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE PAIEMENT

Nos marchandises sont payables dans les délais prévus sur la facture ou au plus tard dans les délais imposés par la Loi n°92-1442 du 31 Décembre 192, entrée en vigueur le 1er Juillet 1993.

Aucun escompte en cas de paiement anticipé ne sera consenti.

Passé le délai ci-avant défini et après première mise en demeure faite par Lettre Recommandée avec accusé de réception, il sera appliqué des intérêts de retard du mois considéré.

En cas de non respect du délai de règlement mentionné ci-dessus, une indemnité forfaitaire de 40 EUR (article D441-5 du Code de Commerce, décret 2012-1115 du 2 octobre 2012) pour frais de recouvrement sera exigé par le vendeur en sus des pénalités de retard mentionnées ci-dessus. Il est précisé que cette indemnité forfaitaire n'est pas limitative du montant des autres frais qui pourraient être engagés par le vendeur aux fins de recouvrement de ses factures.

En cas de retard de paiement à l'échéance, le vendeur pourra suspendre toutes les commandes en cours, sans préjudice de toute autre voie d'action.

En cas de défaut de paiement, 48 heures après une mise en demeure restée infructueuse, les factures qui seraient dues, que leur paiement soit échu ou non, deviendront immédiatement exigibles de plein droit.

ARTICLE 5 : RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Toutes les marchandises vendues et livrées restent notre propriété jusqu'au paiement intégral de celles-ci (loi du 12 Mai 1980).

Il est convenu que les marchandises seront revendues par l'acheteur dans l'ordre chronologique de nos livraisons ; en conséquence, les marchandises en stock chez l'acheteur seront réputées afférentes aux factures non réglées à la S.A.S. BOUSQUET.

ARTICLE 6 : FORCE MAJEURE

En cas de force majeure (incendie, inondation, guerre, grève interne ou externe, totale ou partielle...) nous seront dégagées de l'obligation de livrer la marchandise commandée, sans indemnités de quelque nature qu'elle soient.

ARTICLE 7 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPÉTENCE

En cas de contestation relative à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, le tribunal de commerce de Rodez sera le seul compétent.

ARTICLE 8 : La Maison Bousquet se réserve le droit d'appliquer en bas de ses bons de livraison, et donc de facturer, une contribution au surcoût énergétique, en fonction des conditions des marchés.